

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce-Union européenne

# Pour la victoire de l'espoir en Grèce et en Europe

- International - Europe -

Date de mise en ligne : jeudi 2 juillet 2015

---

Démocratie & Socialisme

---

**Il ne s'agit pas, pour les créanciers, de permettre à la Grèce de sortir de la situation catastrophique où l'ont plongé les « remèdes » de la Troïka.** Il s'agit, au contraire, d'écraser toute velléité d'un gouvernement de la zone euro de refuser l'absurdité de ces mesures, quel qu'en soit le coût pour sa population. **Ils veulent en finir avec le gouvernement grec pour empêcher la victoire de Podemos en Espagne et la construction de mouvements unitaires de gauche contre l'austérité dans tous les pays de l'Union européenne. Ils ont utilisé tous les moyens pour parvenir à leurs fins.**

Le 26 juin, Alexis Tsipras a annoncé que les électeurs grecs seraient appelés à décider, par référendum, s'ils acceptaient ou non les dernières propositions faites par les créanciers de la Grèce : le FMI, la Commission européenne et les gouvernements des 18 autres pays de la zone euro.

Le Premier ministre grec a déclaré que les autres pays européens avaient adressé un « *ultimatum* » à la Grèce pour l'obliger à accepter des mesures « *accumulant de nouvelles charges insupportables pour le peuple* ». Il a appelé les Grecs à voter massivement pour un « non » à une telle perspective. Le Parlement grec, par 178 voix contre 120, a entériné l'organisation de ce référendum. Il aura lieu le dimanche 5 juillet.

Après qu'Angela Merkel ait opposé une fin de non recevoir à ses ultimes propositions du 30 juin, Alexis Tsipras s'est adressé, le 1er juillet au peuple grec pour confirmer l'organisation du référendum et son appel à voter « non ».

## L'irruption de la démocratie

Abasourdis, déroutés, effrayés à l'idée que la démocratie puisse intervenir dans des négociations qu'ils souhaitent les plus éloignées possibles des peuples européens, les créanciers de la Grèce ont aussitôt accusé la Grèce d'avoir « *rompu les négociations* ». Comme si, lors d'une grève, par exemple, les syndicats pouvaient être accusés de rompre les négociations en faisant voter l'assemblée générale des grévistes pour ou contre les propositions de la direction de l'entreprise !

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker a d'abord dénoncé l'organisation d'un référendum qu'il jugeait illégitime, il avouait se sentir « *trahi par Athènes* » ! Ce brave homme n'avait, pour sa part, jamais trahi l'Union européenne en dirigeant pendant près de 20 ans le Luxembourg, le pays dont les « *LuxLeaks* » viennent de mettre en évidence le rôle de plaque tournante de l'évasion fiscale en Europe. Deux jours plus tard, en toute incohérence, il appelait à voter « oui » au référendum du 5 juillet.

## Le rôle central de la restructuration de la dette publique

Les plans d'austérité et de « réformes structurelles » imposées par la Troïka (FMI, BCE, UE) à la Grèce n'ont fait qu'accroître ses difficultés et **l'ont plongé dans une triple catastrophe** : économique (une baisse de 26 % du PIB en 5 ans) ; sociale (27 % de la population active au chômage, baisse de 40 % des salaires) ; financière (la dette est passée de 120 % à 180 % du PIB en 5 ans).

**Les propositions des créanciers continuent dans cette même logique absurde qui ne pourra qu'accroître les maux de la Grèce.** Le gouvernement grec a consenti à faire d'énormes concessions sur les politiques exigées par

ses créanciers. **Mais il devait y avoir une contrepartie à ces concessions : l'engagement ferme et précis à une restructuration de la dette grecque**, sans laquelle tous les excédents budgétaires dégagés par la Grèce auraient eu pour seule fonction de payer les créanciers de la dette, au détriment de tout soutien à la croissance économique.

**Les créanciers ne voulaient négocier que le premier volet** et se contentaient de vagues promesses quant à la restructuration de la dette, vitale pour la Grèce. **L'ultime proposition d'Alexis Tsipras, dans ses deux lettres aux créanciers, le 30 juin, visait deux objectifs.** D'abord, faire cesser le chantage des créanciers à chaque échéance de remboursement de la Grèce, grâce à un prêt du Mécanisme européenne de stabilité financière de 29,1 milliards d'euro qui lui aurait permis de faire face à tous ses engagements pendant deux ans. Ensuite, et surtout, à obtenir des engagements précis sur la restructuration de la dette grecque sans laquelle la Grèce n'a pas la moindre possibilité de mettre fin à la triple catastrophe qu'elle subi.

Michel Sapin avait beau affirmer que la question « *était sur la table* », il suffit d'aller sur le site de la Commission européenne et de lire les propositions faites, le 25 juin, par la BCE, le FMI et la Commission européenne pour constater que l'engagement de restructurer la dette grecque n'y figurait pas. Le refus opposé par l'Eurogroupe, le 1er juillet, aux deux lettres d'Alexis Tsipras acceptant une bonne partie des « réformes » exigées par l'UE et le FMI en contrepartie d'un prêt de 29 milliards d'euros du MES et d'un engagement ferme à restructurer la dette grecque, constitue une nouvelle preuve du peu de sérieux des affirmations de Michel Sapin.

## La BCE a obligé la Grèce à mettre en place un contrôle des capitaux

En février, la BCE avait déjà décidé de couper l'alimentation normale des banques grecques en liquidités. Or, aucun système bancaire ne peut fonctionner sans être alimenté en monnaie par une banque centrale. **À la place, la BCE avait donc actionné son programme d'assistance d'urgence de liquidité (ELA).** Ce programme avait un double intérêt pour les créanciers de la Grèce. C'était, d'abord, un moyen de chantage particulièrement brutal puisqu'il pouvait être interrompu à tout moment et entraîner, aussitôt, la faillite du système bancaire grec, privé de toute liquidité. C'était, aussi, un moyen de chantage plus raffiné puisque les « plafonds » de la ligne de crédit autorisée par la BCE pouvaient être relevés au ralenti afin d'asphyxier progressivement, sans que, surtout, cela soit trop voyant, les banques grecques.

**Le 28 juin, la BCE a franchi un nouveau pas dans l'asphyxie financière de la Grèce** en décidant, malgré les demandes du gouvernement grec, de ne pas augmenter le plafond de cette assistance d'urgence, refusant ainsi d'allouer de nouveaux crédits au delà du vendredi 26 juin. **La BCE a donc arrêté, dans la pratique, de fournir de nouvelles liquidités aux banques grecques**, au moment où elles en ont le plus besoin pour faire face à l'accélération des demandes de retraits de leurs déposants.

**C'est cette décision de la BCE d'asphyxier les banques grecques qui a obligé le gouvernement grec à mettre en place des mesures de contrôle des changes** (dont la fermeture des banques et la limitation des retraits aux distributeurs à 60 Euros par jour jusqu'au 7 juillet). Yânis Varoufakis avait, jusque là, déclaré, à juste titre, que « *Le gouvernement grec considère que des mesures de contrôle ne sont pas cohérentes avec une union monétaire* ».

## L'objectif des créanciers de la Grèce est politique : en finir avec le gouvernement de Syriza

Il ne s'agit pas, pour eux, de permettre à la Grèce de sortir de la situation catastrophique où l'ont plongé les « remèdes » de la Troïka. **Il s'agit, au contraire, d'écraser toute velléité d'un gouvernement de la zone euro de refuser l'absurdité de ces mesures, quel qu'en soit le coût pour sa population.** Ils veulent en finir avec le gouvernement grec pour empêcher la victoire de Podemos en Espagne et la construction de mouvements unitaires de gauche contre l'austérité dans tous les pays de l'Union européenne. Ils ont utilisé tous les moyens pour parvenir à leurs fins.

## Ils ont utilisé le chantage

**Le chantage au « bank run », à la course aux guichets, tout d'abord.** Ils ont orchestré les rumeurs, les « petites phrases », les déclarations de membres du directoire de la BCE ou du président de la Banque centrale grecque, pour effrayer les déposants et les amener à retirer leurs dépôts des banques grecques.

**Le chantage à l'asphyxie, plus ou moins rapide, du système bancaire grec, par la BCE.**

**Le chantage au « défaut », ensuite.** Ils ont constamment utilisé la crainte d'un « défaut » de la dette publique grecque. Alors que l'Union européenne et ses Etats n'avaient pas hésité à verser, sans aucune contrepartie, 1 646 milliards d'euros aux banques européennes, lors de la crise de 2007-2008, la Commission européenne et les 18 autres gouvernements de la zone euro ont refusé de verser 1,6 milliard d'euros à la Grèce pour lui éviter de prendre le risque d'un « défaut » de sa dette le 30 juin ! Ce risque s'est d'ailleurs révélé illusoire : la Grèce n'a pas payé, ce jour là, les 1,6 milliard d'euros qu'elle devait au FMI mais maintenant tout le monde, même le FMI, considère que cela n'avait finalement pas beaucoup d'importance et qu'il serait toujours possible de trouver un arrangement... Les hypocrites !

**Le chantage au « Grexit », à l'expulsion de la Grèce de la zone euro, enfin.** Alors que le gouvernement grec a toujours affirmé sa volonté de rester dans l'euro.

### Ils ont humilié les Grecs

Ils n'ont jamais discuté sérieusement avec le gouvernement grec. Après 5 mois de négociation, ils ont agi exactement comme si le gouvernement grec n'avait jamais fait de propositions. Et quand ils se sont décidés à examiner ces propositions, c'est pour **les barrer, les corriger à l'encre rouge !**

Le versement de 15,5 milliards d'euros, proposé au dernier moment par la Commission européenne ne faisait que différer les échéances de quelques mois mais ne changeait rien à la situation catastrophique de la Grèce.

## L'objectif du gouvernement grec est tout aussi politique : respecter le mandat donné par le peuple grec

**Ce mandat est double : en finir avec les politiques d'austérité et rester dans la zone euro.**

**Alexis Tsipras était allé très loin dans les concessions qu'il proposait de faire aux créanciers.** Il n'avait, cependant, cédé ni sur les coupes exigées dans le versement des retraites, ni sur la TVA sur l'énergie, tout en étant

conscient de l'absurdité des mesures qu'il avait été obligé d'accepter. Ces mesures assommaient encore plus la consommation et aggravaient la crise économique et sociale. **Mais il voulait, en contrepartie, un engagement précis sur la restructuration de la dette publique grecque et sur un prêt de 29 milliards d'euros du Mécanisme Européen de Stabilité financière (MES).** Sans l'acceptation de ces deux conditions, tout aurait recommencé comme avant l'élection du 25 janvier : financement au compte-gouttes, récession, impossibilité de rembourser la dette, nouveau plan d'austérité...

**Les créanciers ont refusé les mesures proposées par le gouvernement grec qui visaient à taxer les riches et les grandes entreprises.** Ils ne supportaient pas que l'impôt sur les sociétés passe de 26 à 29 % mais réclamaient une augmentation de la TVA de 21 % à 23 %. Ils refusaient les mesures qui visaient à faire payer les plus fortunés (notamment une taxe de 12 % sur les profits supérieurs à 500 000 euros) mais exigeaient des coupes claires dans le montant des retraites. Que ces retraites, le plus souvent très chiches, permettent à la moitié de la population de survivre puisqu'il s'agit, bien souvent, du seul revenu d'une famille dans un pays où le chômage, du fait des politiques de la Troïka, frappe 27 % de la population active, ne semblait ne pas leur poser le moindre problème.

**Placé devant l'impossibilité d'en finir avec l'austérité, sans prendre le risque d'être expulsé de zone euro, Tsipras a choisi de respecter son mandat et de demander au peuple grec de trancher, en organisant un référendum.**

## Le référendum du dimanche 5 juillet est déterminant

**Les électeurs grecs auront à voter « oui » ou « non » à la question de savoir s'il faut accepter les dernières propositions des créanciers.**

**Alexis Tsipras s'est prononcé pour le « non ».** Il a affirmé qu'il pourrait se prononcer pour le « oui » si les créanciers se décidaient, enfin, à faire des propositions acceptables.

**Le résultat de ce référendum n'est pas acquis d'avance.**

La Commission européenne, le FMI, la BCE, les autres gouvernements de la zone euro organisent la peur du « saut dans l'inconnu » que représenterait une victoire du « non ». **Les uns après les autres, de Matteo Renzi à Angela Merkel, ils mènent, sous une forme ou sous une autre, une campagne active pour la victoire du « oui ».**

**Ils sont ardemment relayés par la droite grecque, par les principaux médias grecs, aux mains de l'oligarchie, par le gouverneur de la Banque centrale grecque, Yannis Stournaras,** qui, en toute « indépendance » agite les risques d'une « *sortie du pays de la zone euro et, très probablement, de l'Union européenne* ». Il est vrai que ce personnage avait été nommé à la tête de la Banque centrale grecque par le dirigeant de la droite grecque, Antonis Samaràs, dont il avait été le ministre des Finances.

**En gelant son programme d'alimentation d'urgence des banques grecques en euros, la BCE intervient brutalement dans la campagne électorale grecque pour tenter d'effrayer les électeurs grecs.** Elle aurait fort bien pu attendre que les Grecs se soient prononcés mais la BCE n'est « indépendante » que quand cela fait le jeu de la Commission européenne et d'Angela Merkel.

**L'atmosphère rappelle, en pire, celle qui avait précédé le référendum de 2005 en France.**

Alors que les grands médias n'avaient jamais évoqué le moindre **sondage sur le référendum du 5 juillet**, ils font, tout à coup, état d'un sondage qui verrait le « non » baisser brutalement, de 57 % à 46 % et le « oui » augmenter de 30 % à 37 %, à la suite des restrictions sur les retraits d'espèces que le gouvernement grec a été contraints de mettre en place lorsque la BCE a refusé de relever le plafond de ses plans d'urgence.

**Le Conseil de l'Europe** s'indigne de la question posée au peuple grec car, affirme-t-il, une question doit « être claire et compréhensible ». Cette institution n'avait, pourtant, pas émis la moindre critique lorsque Jacques Chirac avait soumis, en 2005, le texte du projet de Traité Constitutionnel Européen à l'approbation du peuple français. Ce projet avait, cependant, été présenté aux électeurs sous la forme d'un pavé de 189 pages (écrit en tout petits caractères) alors que le texte soumis à l'appréciation du peuple Grec ne dépasse pas 6 pages...

**La Frankfurter Zeitung** s'étrangle de rage à l'idée que le référendum pourrait « coûter » 110 millions à la Grèce alors que cette somme aurait été beaucoup mieux employée à rembourser ses créanciers. Pour ces gens là, la démocratie n'a pas de prix !

Dans une tribune parue dans *Slate*, Jean-Marie Colombani, ancien directeur du journal *Le Monde* affirme « Les Grecs méritent mieux que Tsipras et ses alliés. Comme ils n'avaient pas hier mérité les colonels » ! La 1re page du **JDD**, se résume à une photo d'Alexis Tsipras et à un titre : « La Grèce c'est fini ! ». Dans **Les Échos**, Alexis Tsipras est qualifié de « braqueur de banques » [1]. Et il ne s'agit que de quelques échantillons...

## En cas de victoire du « non » le « défaut » grec ne serait pas automatique

**Les dirigeants européens cherchent à dénaturer le sens du vote grec en affirmant qu'il s'agira de voter pour ou contre l'euro.** Alexis Tsipras, pourtant, n'a cessé d'affirmer : « *Le référendum de dimanche ne porte pas sur la place de notre pays dans l'euro, c'est un acquis et personne ne peut en douter* ».

**C'est uniquement si la Grèce était expulsée de la zone euro qu'elle serait obligée de faire « défaut » de sa dette**, ou, du moins, des 270 milliards d'euros qu'elle doit à ses créanciers publics. La Grèce devrait alors rembourser sa dette en drachmes et comme le retour à la drachme signifierait une dévaluation de 50 % de cette monnaie par rapport à l'euro, ce remboursement deviendrait impossible. Cela reviendrait à ce que la dette publique grecque passe de 180 à 360 milliards d'euros, du jour au lendemain...

**En cas de « défaut » la sortie de la Grèce de la zone euro ne serait pas, non plus, automatique**

**Le peuple grec n'est pas appelé à se prononcer pour ou contre l'appartenance à la zone euro.** Le référendum porte sur l'acceptation ou non du plan proposé par les créanciers de la Grèce. Il n'y a aucun lien automatique entre les deux. **Les traités européens ne prévoient nulle part qu'un État puisse sortir de la zone euro.** Mais ces grands défenseurs des « règles européennes » les appliquent uniquement quand il y va de leurs intérêts. Seuls, ceux qui veulent effrayer le peuple grec pour l'amener à voter « oui », font comme si un « défaut » de la Grèce devait automatiquement entraîner une sortie de la zone euro.

Alexis Tsipras avait, pourtant, mis les points sur les « i » en réaffirmant que le référendum « *n'était pas une tentative de scission avec l'Europe mais de scission avec des pratiques qui sont un affront pour l'Europe* ».

L'irréversibilité de l'euro avait été réaffirmée par Mario Draghi en juillet 2011. Il avait alors assuré que la BCE se

donnerait tous les moyens pour défendre l'euro. Ses déclarations avaient calmé les marchés financiers et mis fin (momentanément) à la crise de l'euro. **L'expulsion de la Grèce de la zone euro ouvrirait la boîte de Pandore.**

**Seule la BCE peut faire le sale travail d'expulser la Grèce de la zone euro.** Elle a déjà entamé ce processus en gelant son programme d'assistance en liquidités d'urgence aux banques grecques. Elle n'ira pas, cependant, au bout de ce processus sans l'assentiment des 18 dirigeants des Etats de la zone euro, autres que la Grèce, et sans l'assentiment de la Commission européenne.

**La BCE, les dirigeants des États de la zone euro (autres que la Grèce), la Commission européenne cherchent tous à fuir leurs responsabilités, mais ce sont eux qui prendraient la lourde décision d'expulser la Grèce de l'euro.**

## **François Hollande doit saisir l'occasion de « reorienter l'Union européenne », comme il l'avait promis dans ses « 60 engagements »**

**Le président de la République s'était, jusqu'au 1er juillet, constamment aligné sur Angela Merkel, la Commission européenne et le FMI.** Il affirmait qu'il fallait respecter le choix du peuple grec mais en affirmant aussitôt le contraire puisqu'il précisait « *dans le respect des règles* » ce qui revenait à dire qu'il fallait accepter les mêmes mesures que celles que la Troïka avaient imposé à la Grèce. Des mesures absurdes qui avaient plongé ce pays dans une triple catastrophe : économique, sociale et financière.

**Le 1er juillet, François Hollande, cependant, a commencé à prendre ses distances avec Angela Merkel.** Cette dernière voulait attendre le résultat du référendum grec pour continuer les négociations, François Hollande voulaient qu'elles continuent et qu'elles aboutissent rapidement, évitant, ainsi, tout recours au référendum. L'Eurogroupe s'est, finalement, rangé derrière Angela Merkel et a refusé toute négociation avant le référendum.

**François Hollande doit continuer dans la voie qu'il a commencé à prendre.**

**Il a, aujourd'hui, la possibilité de tenir l'engagement qu'il avait pris, en 2012, de réorienter l'Union européenne.** La situation y est favorable. Les dirigeants allemands sont divisés. Angela Merkel, qui a du mal à endosser la fin du « rêve européen », d'un côté ; son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, qui veut une zone euro rétrécie, avec un euro fort, de l'autre.

**François Hollande a, aujourd'hui, l'opportunité de desserrer l'étau dans lequel sont pris tous les peuples européens et, peut-être, de sauver l'euro.** Avec une économie inférieure à 3 % du PIB de la zone euro, la Grèce arrive à tenir tête à l'Union européenne. Le rapport de forces serait d'une toute autre nature si la France, avec son poids politique (il n'y a pas d'Union européenne possible sans la France) et son poids économique (plus de 20 % du PIB de la zone euro) se rangeait aux côtés de la Grèce et acceptait l'idée qu'une victoire du « non » serait le meilleur point d'appui pour y parvenir.

---

[1] Voir à ce sujet [l'article du 1er juillet 2015](#), de Frédéric Lemaire et Julien Salingue sur le site d'Acrimed.